

Rapport sur les résultats ministériels 2022-2023

**Secrétariat de l'Office de surveillance
des activités en matière de sécurité
nationale et de renseignement**

Le très honorable Justin Trudeau,
premier ministre du Canada



National Security
and Intelligence
Review Agency

Office de surveillance des
activités en matière de sécurité
nationale et de renseignement

Canada

Catalogage avant publication de Bibliothèque et Archives Canada

Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité
nationale et de renseignement
Rapport sur les résultats ministériels 2022-2023

Titre en anglais : 2022–23 Departmental Results Report
Disponible également sur Internet : <https://nsira-ossnr.gc.ca/fr/>
Numéro de cat. : PS106-8E-PDF
ISSN : 2563-5174

© Sa Majesté le Roi du chef du Canada, 2023

Table des matières

Message du directeur général	1
Aperçu des résultats	2
Résultats : ce que nous avons accompli	4
Responsabilités essentielles	4
Services internes.....	9
Dépenses et ressources humaines.....	13
Dépenses	13
Ressources humaines	14
Dépenses par crédit voté.....	15
Dépenses et activités du gouvernement du Canada	15
États financiers et faits saillants des états financiers.....	15
Renseignements ministériels	17
Profil organisationnel.....	17
Raison d’être, mandat et rôle : qui nous sommes et ce que nous faisons.....	17
Contexte opérationnel	17
Cadre de présentation de rapports	17
Renseignements à l’appui du Répertoire des programmes	18
Tableaux de renseignements supplémentaires	18
Dépenses fiscales fédérales.....	18
Coordonnées de l’organisation	19
Annexe : définitions	20
Notes de fin de document	24

Message du directeur général

C'est avec plaisir que je vous présente le Rapport sur les résultats ministériels 2022-2023 du Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement (OSSNR). Tout au long de la période visée par le rapport, le Secrétariat a continué de remplir sa mission, qui consiste à soutenir l'OSSNR dans l'atteinte de son objectif d'effectuer des examens percutants et de grande qualité ainsi que des enquêtes équitables et efficaces sur les plaintes. Également, nous nous sommes efforcés d'accroître notre capacité et notre expertise dans tous les secteurs d'activités en nous appuyant sur les travaux des années précédentes.

En 2022-2023, le travail d'examen de l'OSSNR a continué de s'étendre à de nouveaux secteurs au sein de l'appareil de la sécurité nationale et du renseignement du Canada, et l'OSSNR a continué de collaborer et de s'harmoniser avec des organismes canadiens de reddition de comptes dont les vues et le mandat sont semblables. Le travail d'enquête de l'OSSNR sur les plaintes était exhaustif et a inclus l'exécution d'un volume important de renvois de la Commission canadienne des droits de la personne (CCDP). Le Secrétariat de l'OSSNR a fait partie intégrante de tous ces développements qui nous ont obligés à rester agiles et diversifiés, et à explorer toutes les voies de productivité pour soutenir l'Office.

À l'interne, nous avons exécuté plusieurs initiatives ambitieuses de formation et de perfectionnement dans le but d'attirer et de maintenir en poste un personnel très professionnel et d'offrir des possibilités d'avancement de carrière. Nous avons continué de peaufiner nos processus opérationnels afin d'améliorer la qualité de nos résultats et nous avons renforcé nos relations avec nos différents homologues nationaux et internationaux pour échanger sur les pratiques exemplaires dans le domaine de la reddition de comptes en matière de sécurité nationale et de renseignement.

Je tiens à remercier l'ensemble du personnel du Secrétariat de l'OSSNR de son dévouement constant à l'égard de l'accomplissement de notre important mandat et je le remercie d'avoir vu à ce que notre travail réponde aux normes les plus élevées.



John Davies
Directeur général
Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement

Aperçu des résultats

En 2022-2023, le Secrétariat de l'OSSNR a poursuivi son mandat visant à aider l'OSSNR à accomplir ses examens et ses enquêtes dans le but d'améliorer la reddition de comptes et la transparence en matière de sécurité nationale et de renseignement au Canada. Il s'agissait non seulement des activités du Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) et du Centre de la sécurité des télécommunications (CST), mais également de celles d'autres ministères et organismes fédéraux qui participent à de telles activités, notamment :

- le ministère de la Défense nationale (MDN) et les Forces armées canadiennes (FAC);
- l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC);
- tous les ministères et organismes qui participent aux activités de sécurité nationale et de renseignement dans le cadre des examens annuels par l'OSSNR de la *Loi sur la communication d'information ayant trait à la sécurité du Canada* et de la *Loi visant à éviter la complicité dans les cas de mauvais traitements infligés par des entités étrangères*.

Les dépenses totales du Secrétariat de l'OSSNR en 2022-2023 se sont élevées à 18 289 147 \$ tandis que le nombre total d'équivalents temps plein (ETP) réels a été de 78.

Examen

L'examen par l'OSSNR des activités de sécurité nationale et de renseignement réalisées par les institutions du gouvernement du Canada garantit que les ministres et les Canadiens sont informés de la légalité, du caractère raisonnable et de la nécessité de ces activités.

En 2022-2023, le Secrétariat a aidé l'OSSNR à réaliser sept examens, y compris des examens d'activités qui n'avaient jamais fait l'objet d'un examen minutieux indépendant auparavant. De plus, nous avons peaufiné notre méthodologie en mettant l'accent sur le rôle accru que les membres de l'OSSNR jouent dans la collaboration avec le personnel au façonnement des examens tout au long de leur cycle de vie.

Enquêtes sur les plaintes

En 2022-23, le Secrétariat a aidé l'OSSNR à poursuivre la maturation et la modernisation des processus qui sous-tendent l'accomplissement de son mandat d'enquête. Il a régularisé la phase d'évaluation des compétences en intégrant un protocole de vérification dans le cas des trois organismes pour lesquels l'OSSNR a une compétence en matière de plaintes. L'administration et l'exécution du processus d'enquête ont davantage mis l'accent sur les entrevues d'enquête afin d'améliorer la pertinence du processus pour les plaignants.

Au cours du premier semestre de l'année, la COVID-19 est demeurée une facette persistante dans le cadre des enquêtes, ce qui a entraîné des contraintes constantes quant à l'évolution des enquêtes en lien avec la nécessité de la tenue des réunions en personne conformément aux protocoles de sécurité. Les nouveaux processus ont permis de réduire les retards dans la réalisation des enquêtes.

On s'attend à ce que cette tendance se poursuive à l'avenir, à mesure que nous sortirons de la pandémie.

L'année dernière, le niveau des activités d'enquête est resté élevé et a compris notamment l'exécution d'un renvoi important de la CCDP. Plusieurs initiatives ont été mises en place au niveau de la gestion des données et des normes de service, ce qui devrait améliorer la gestion des dossiers au cours de l'année à venir.

Pour de plus amples renseignements, consultez la section « Résultats : ce que nous avons accompli » du présent rapport.

Résultats : ce que nous avons accompli

Responsabilités essentielles

Aider l'OSSNR à effectuer les examens de la sécurité nationale et du renseignement, et à mener les enquêtes sur les plaintes

Description

L'OSSNR examine les activités du gouvernement du Canada en matière de sécurité nationale et de renseignement afin de s'assurer qu'elles respectent la loi et qu'elles sont raisonnables et nécessaires. Il enquête sur les plaintes de membres du public concernant les activités du SCRS et du CST ou les activités de sécurité nationale de la Gendarmerie royale du Canada (GRC), ainsi que sur d'autres plaintes liées à la sécurité nationale. Ce travail d'examen indépendant contribue à améliorer la reddition de compte des activités de sécurité nationale et de renseignement réalisées par les institutions du gouvernement du Canada, et il renforce la confiance du public à cet égard. Le Secrétariat de l'OSSNR a pour rôle d'aider ce dernier à effectuer cet important travail.

Résultats

Le Secrétariat de l'OSSNR a aidé l'OSSNR à effectuer sept examens de la sécurité nationale et du renseignement en 2022-2023. Cinq examens portaient principalement sur un ministère ou un organisme tandis que deux examens étaient de nature interministérielle. Les organisations dont les activités ont fait l'objet d'examens particuliers étaient les suivantes :

Service canadien de renseignement de sécurité – un examen;

Centre de la sécurité des télécommunications – deux examens;

Ministère de la Défense nationale et les Forces armées canadiennes – un examen;

Agence des services frontaliers du Canada – un examen.

Les deux examens de nature interministérielle étaient :

l'examen annuel des divulgations au titre de la *Loi sur la communication d'information ayant trait à la sécurité du Canada*;

l'examen annuel de la mise en œuvre des directives diffusées en vertu de la *Loi visant à éviter la complicité dans les cas de mauvais traitements infligés par des entités étrangères*.

Au cours de la période visée par le rapport, le Secrétariat a continué de peaufiner ses processus et sa méthodologie afin de contribuer à l'accomplissement du mandat d'examen de l'OSSNR dans

le but de promouvoir des examens percutants et de grande qualité. Les membres de l'OSSNR ont collaboré étroitement avec le personnel du Secrétariat à la conception et à l'exécution des examens individuels. Le Secrétariat a aidé l'OSSNR à élaborer et à mettre en œuvre une « matrice d'examen », qui utilise des critères objectifs pour définir les sujets d'examen conformément au mandat et à la mission de base de l'OSSNR. En outre, le Secrétariat a mis en place un processus actualisé au niveau du personnel pour l'assurance qualité du travail d'examen en intégrant l'évaluation par les pairs à des étapes clés.

L'OSSNR a continué de mettre l'accent sur l'examen de l'utilisation de la technologie par les entités examinées. La Direction générale de la technologie du Secrétariat a soutenu le premier examen de l'OSSNR axé sur la technologie du cycle de vie des renseignements que le SCRS recueille au moyen de capacités techniques en vertu d'un mandat de la Cour fédérale.

Enquête sur les plaintes liées à la sécurité nationale et au renseignement

Au cours de la dernière année, le Secrétariat a continué de soutenir les efforts de l'OSSNR pour réformer le processus d'enquête sur les plaintes et élaborer des procédures et des pratiques visant à garantir l'équité, la rapidité et la transparence de la réalisation des enquêtes. Il s'agissait notamment de rationaliser la phase d'évaluation des compétences et d'utiliser davantage les entrevues d'enquête en tant que principal moyen d'établir les faits. Ces développements ont permis au Secrétariat d'aider efficacement l'OSSNR à traiter un volume important de plaintes pendant la période visée par le présent rapport.

En 2022-2023, sur les instructions de la direction de l'OSSNR, le Secrétariat a entamé l'élaboration de normes de service liées à l'enquête sur les plaintes. Les normes de service fixeront des délais internes pour certaines étapes de l'enquête concernant chaque type de plainte, dans des circonstances normales. Elles préciseront les circonstances dans lesquelles ces délais ne s'appliquent pas. Le Secrétariat finalisera et publiera ses normes de service en 2023.

Le Secrétariat a aidé l'OSSNR à mener 67 enquêtes sur des plaintes pendant la période de référence 2022-2023, dont 58 renvois de la CCDP et 9 autres plaintes. En outre, il a entamé la dernière phase d'une étude sur les données raciales et la collecte de renseignements démographiques commandée conjointement avec la Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada (CCETP). Cette étude évaluera la viabilité de la collecte de données identitaires et démographiques dans le cadre des initiatives antiracistes en cours de la CCETP. L'amélioration, la plus grande précision et la cohérence accrue du suivi, de la collecte et de l'analyse des données sont nécessaires pour soutenir les efforts de lutte contre le racisme au sein du gouvernement.

Analyse comparative entre les sexes Plus

En 2022-2023, le Comité consultatif sur la diversité, l'inclusion et l'équité en matière d'emploi du Secrétariat de l'OSSNR a examiné les façons d'améliorer ses politiques, ses programmes et ses procédures internes ainsi que son modèle de prestation de services externes afin d'accroître l'inclusion, la diversité et l'équité, et il a formulé des recommandations à ce sujet auprès de la haute direction.

Nous continuons de collaborer étroitement avec nos partenaires à l'élaboration de stratégies de collecte, d'analyse et d'utilisation de données raciales et démographiques dans le cadre du processus de traitement des plaintes. L'accroissement de la sensibilisation et l'amélioration de la compréhension du processus d'enquête de l'OSSNR restent un objectif essentiel pour garantir l'accès à la justice pour tous.

La possibilité que les activités de sécurité nationale et de renseignement entraînent des résultats disparates pour les groupes minoritaires est prise en compte lorsque le Secrétariat aide l'OSSNR à planifier et à effectuer ses examens. La diversité est l'un des éléments de la matrice d'examen de l'OSSNR, qui utilise des critères objectifs pour définir les sujets d'examen conformément à son mandat et à sa mission de base. Les examens de l'OSSNR sont axés sur la conformité, le caractère raisonnable, la nécessité et l'efficacité des activités, mais une attention particulière est accordée à l'incidence de ces activités pour diverses communautés.

En 2022-2023, le Secrétariat de l'OSSNR a travaillé à l'établissement d'un cadre pour la collecte de données de déclaration volontaire par les employés afin de comprendre la composition de son effectif et la façon dont celui-ci se compare à la population canadienne dans son ensemble. Le fait de comprendre où se situent les lacunes dans la représentation des groupes méritant l'équité permettra d'établir où des changements s'imposent pour corriger les désavantages historiques et parvenir à l'égalité sur le lieu de travail. La mise en œuvre de cette initiative se fera en 2023-2024.

Également, le Secrétariat de l'OSSNR a publié son premier plan d'accessibilité conformément à la *Loi canadienne sur l'accessibilité*, à savoir le [Plan sur l'accessibilité 2022-2025 de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement](#). Le plan a été élaboré à la suite de consultations internes et externes auxquelles ont participé des personnes dont l'expérience vécue en tant que personnes handicapées a permis d'obtenir des renseignements précieux sur les obstacles, les lacunes potentielles et les facteurs importants à prendre en compte dans les stratégies d'atténuation. Ce premier plan décrit les mesures que l'on prendra pour accroître l'accessibilité, tant au sein de l'organisation que pour la population canadienne en général, au cours des trois prochaines années.

Innovation

Étant donné que le Secrétariat a pour mandat d'aider l'OSSNR dans ses fonctions et responsabilités, il n'a participé à aucune activité d'innovation liée au programme.

Principaux risques

Au cours de la période de référence, le Secrétariat a aidé l'OSSNR dans son travail avec les ministères et les organismes ayant fait l'objet d'examens afin de garantir un accès rapide et sans entrave à l'ensemble des renseignements nécessaires à l'exécution des examens. Il reste du travail à faire à cet égard, mais nous reconnaissons l'amélioration qu'ont démontrée certains des départements examinés sur le plan de la collaboration et du soutien au processus d'examen indépendant. Le personnel du Secrétariat a généralement accru son taux d'occupation dans les bureaux des départements ainsi que son accès aux systèmes d'information.

Les mesures d'éloignement physique prises par précaution en raison de la pandémie de COVID-19 ont été pour la plupart levées en 2022-2023. Le Secrétariat reste cependant prêt à prendre de telles mesures si elles sont jugées nécessaires à l'avenir. Nous considérons que les investissements effectués dans la technologie des réunions virtuelles ont été profitables pour l'organisation, car ils nous ont permis de bénéficier d'une plus grande souplesse.

Résultats atteints

Le tableau suivant présente, aux fins de la réalisation des examens de la sécurité nationale et du renseignement ainsi que des enquêtes sur les plaintes, les résultats prévus, les indicateurs de rendement, les cibles et les dates cibles pour 2022-2023, de même que les résultats réels des trois derniers exercices, soit les exercices pour lesquels ces résultats sont accessibles.

Résultats ministériels	Indicateurs de rendement	Cible	Date d'atteinte de la cible	Résultats réels de 2020-2021	Résultats réels de 2021-2022	Résultats réels de 2022-2023
Les ministres et les Canadiens sont informés de la légalité, du caractère raisonnable et de la nécessité des activités de sécurité nationale et de renseignement réalisées par les institutions du	Tous les examens obligatoires ont lieu chaque année.	Taux d'achèvement de 100 % des examens obligatoires	2021-2022	Sans objet (S.O.)	100 %	100 %

gouvernement du Canada.						
	Des examens des activités de sécurité nationale ou de renseignement d'au moins cinq ministères ou organismes ont lieu chaque année.	Au moins une activité de sécurité nationale ou de renseignement fait l'objet d'un examen chaque année dans au moins cinq ministères ou organismes.	2021-2022	S.O.	100 %	100 %
	Toutes les activités hautement prioritaires en matière de sécurité nationale ou de renseignement, telles qu'elles sont approuvées par les membres, font l'objet d'un examen sur une période de trois ans.	Taux d'achèvement de 100 % sur trois ans; taux minimal d'achèvement de 33 % chaque année	2021-2022	S.O.	33 %	33 %
Les plaintes liées à la sécurité nationale font l'objet d'une enquête indépendante en temps utile.	Pourcentage d'enquêtes réalisées selon les normes de service de l'OSSNR	90 %	2022-2023	S.O.	S.O.	

Remarque : Le Secrétariat de l'OSSNR a été créé le 12 juillet 2019. Les résultats réels de de 2020-2021 ne sont pas disponibles parce que le nouveau Cadre ministériel des résultats découlant de la transition du Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité (CSARS) vers le Secrétariat de l'OSSNR était en cours d'élaboration. Ce nouveau cadre vise à mesurer les résultats obtenus à partir de 2021-2022 et à en rendre compte. En 2022-2023, le Secrétariat finalisera la mise au point des normes de service concernant le temps dont il a besoin pour mener ses enquêtes; les résultats seront intégrés dans le prochain Rapport sur les résultats ministériels.

Les renseignements sur les ressources financières, les ressources humaines et le rendement liés au Répertoire des programmes du Secrétariat de l'OSSNR sont accessibles dans l'[InfoBase du GC](#)ⁱ.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Le tableau suivant présente, pour les services internes, les dépenses budgétaires en 2022-2023 ainsi que les dépenses réelles pour cet exercice.

Budget principal des dépenses de 2022-2023	Dépenses prévues pour 2022-2023	Autorisations totales pouvant être utilisées en 2022-2023	Dépenses réelles (autorisations utilisées) en 2022-2023	Écart (dépenses réelles moins dépenses prévues) en 2022-2023
10 756 818 \$	10 756 818 \$	11 541 004 \$	7 756 271 \$	(3 000 547 \$)

Les renseignements sur les ressources financières, les ressources humaines et le rendement liés au Répertoire des programmes du Secrétariat de l'OSSNR sont accessibles dans l'[InfoBase du GC](#)ⁱⁱ.

Ressources humaines (équivalents temps plein)

Le tableau ci-dessous indique, en équivalents temps plein, les ressources humaines dont le Ministère a besoin pour s'acquitter de cette responsabilité essentielle en 2022-2023.

Équivalents temps plein prévus pour 2022-2023	Équivalents temps plein réels en 2022-2023	Écart (nombre d'équivalents temps plein réels moins nombre d'équivalents temps plein prévus) en 2022-2023
69	53	(16)

Les renseignements sur les ressources financières, les ressources humaines et le rendement liés au Répertoire des programmes du Secrétariat de l'OSSNR sont accessibles dans l'[InfoBase du GC](#)ⁱⁱⁱ.

Services internes

Description

On entend par services internes les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme des services de soutien aux programmes ou qui sont requis pour respecter les obligations d'une organisation. Les services internes renvoient aux activités et aux ressources de dix catégories de services distinctes qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, sans égard au modèle de prestation des services internes du Ministère. Les dix catégories de services sont les suivantes :

- ▶ Services de gestion des acquisitions;
- ▶ Services de communication;
- ▶ Services de gestion financière;
- ▶ Services de gestion des ressources humaines;
- ▶ Services de gestion de l'information;
- ▶ Services de technologie de l'information;
- ▶ Services juridiques;
- ▶ Services de gestion du matériel;
- ▶ Services de gestion et de surveillance;
- ▶ Services de gestion des biens immobiliers.

Résultats

Au cours de la période de référence, le Secrétariat de l'OSSNR a continué de prendre des mesures pour voir à ce que les ressources soient déployées de la manière la plus efficace et efficiente possible, et à ce que ses opérations et ses structures administratives, ses outils et ses processus continuent d'être axés sur le soutien de la réalisation de ses priorités.

Le Secrétariat reconnaît qu'il doit être un employeur inclusif, sain et souple. Au cours de la dernière année, nous avons encouragé le recours à des modalités de travail souples, comme le télétravail, afin d'assurer un équilibre entre la vie professionnelle et la vie privée, et de répondre aux attentes en matière de rendement.

Le Secrétariat a lancé un projet lié à l'accréditation de son espace actuel en vue de l'utilisation de matériel classifié. Divers tests, inspections et documents ont été remis au principal organisme de sécurité fournissant l'autorisation d'opérer dans les délais requis.

Les travaux visant à accroître l'empreinte du Secrétariat par la création de postes de travail modernes et souples dans les domaines classifiés et non classifiés ont débuté à l'été 2022. En raison de sa complexité, des difficultés liées à la chaîne d'approvisionnement et des exigences de conformité, la date d'achèvement du projet a été repoussée à l'été 2024.

Le Secrétariat a exécuté les travaux de rénovation de deux de ses salles de réunion multifonctionnelles.

Le Secrétariat continue d'implémenter des contrôles de sécurité et de tenir à jour son plan de sécurité ainsi que l'analyse des répercussions sur les activités afin de garantir sa résilience.

Le Secrétariat a mis en œuvre avec succès un programme d'ergonomie et d'accessibilité. Ce

programme est un projet conjoint des équipes des ressources humaines et de la gestion des biens immobiliers.

En outre, en se fondant sur les plans et stratégies de gestion de l'information élaborés au cours de l'exercice précédent, le Secrétariat a défini les outils et les ressources nécessaires à l'exécution des plans et des stratégies au cours des prochaines années.

Octroi de contrats à des entreprises autochtones

Le gouvernement du Canada s'est engagé à mener à bien la réconciliation avec les peuples autochtones et continuera d'améliorer les résultats socio-économiques en accroissant les possibilités pour les entreprises des Premières Nations, des Inuits et des Métis par le biais du processus d'approvisionnement fédéral.

Conformément à la [*Directive sur la gestion de l'approvisionnement*](#), qui est entrée en vigueur le 13 mai 2021, les ministères doivent veiller à ce qu'un minimum de 5 % de la valeur totale des contrats qu'ils octroient soit détenu par des entreprises autochtones. L'application de cette exigence s'effectue progressivement sur une période de trois ans et devrait être terminée d'ici 2024-2025.

Services aux Autochtones Canada a fixé le calendrier d'application, qui est le suivant :

- ▶ Ministères visés par la phase 1 : du 1^{er} avril 2022 au 31 mars 2023;
- ▶ Ministères visés par la phase 2 : du 1^{er} avril 2023 au 31 mars 2024;
- ▶ Ministères visés par la phase 3 : du 1^{er} avril 2024 au 31 mars 2025.

Le Secrétariat de l'OSSNR est une organisation visée par la phase 3 et prévoit d'atteindre l'objectif minimal de 5 % d'ici la fin de 2025.

Pour atteindre cet objectif, le Secrétariat a l'intention de mettre en œuvre une stratégie en vue de créer plus de possibilités pour les entreprises autochtones. On ajoutera des outils pour assurer la prise en compte des facteurs autochtones dans chaque contrat et on envisagera la possibilité de modifier les politiques internes.

Également, tous les membres du personnel devront suivre le cours obligatoire « Considérations autochtones en matière d'approvisionnement » (COR409) ainsi que le cours « Approvisionnement dans la région du Nunavut » (COR410) de l'École de la fonction publique du Canada.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Le tableau ci-dessous montre, pour les services internes, les dépenses budgétaires de 2022-2022 ainsi que les dépenses pour cet exercice.

Budget principal des dépenses de 2022-2023	Dépenses prévues pour 2022-2023	Autorisations totales pouvant être utilisées en 2022-2023	Dépenses réelles (autorisations utilisées) en 2022-2023	Écart (dépenses réelles moins dépenses prévues) en 2022-2023
17 493 858 \$	17 493 858 \$	17 822 513 \$	10 532 876 \$	(6 960 982 \$)

La différence de 6,9 millions de dollars entre les dépenses prévues et les dépenses réelles est principalement attribuable aux répercussions persistantes de la pandémie sur la capacité du Secrétariat de réaliser ses plans d'aménagement et d'agrandissement des installations, de même qu'aux dépenses prévues pour l'infrastructure et les systèmes des services internes.

Ressources humaines (équivalents temps plein)

Le tableau ci-dessous présente, en équivalents temps plein, les ressources humaines dont le Ministère a besoin pour fournir ses services internes en 2022-2023.

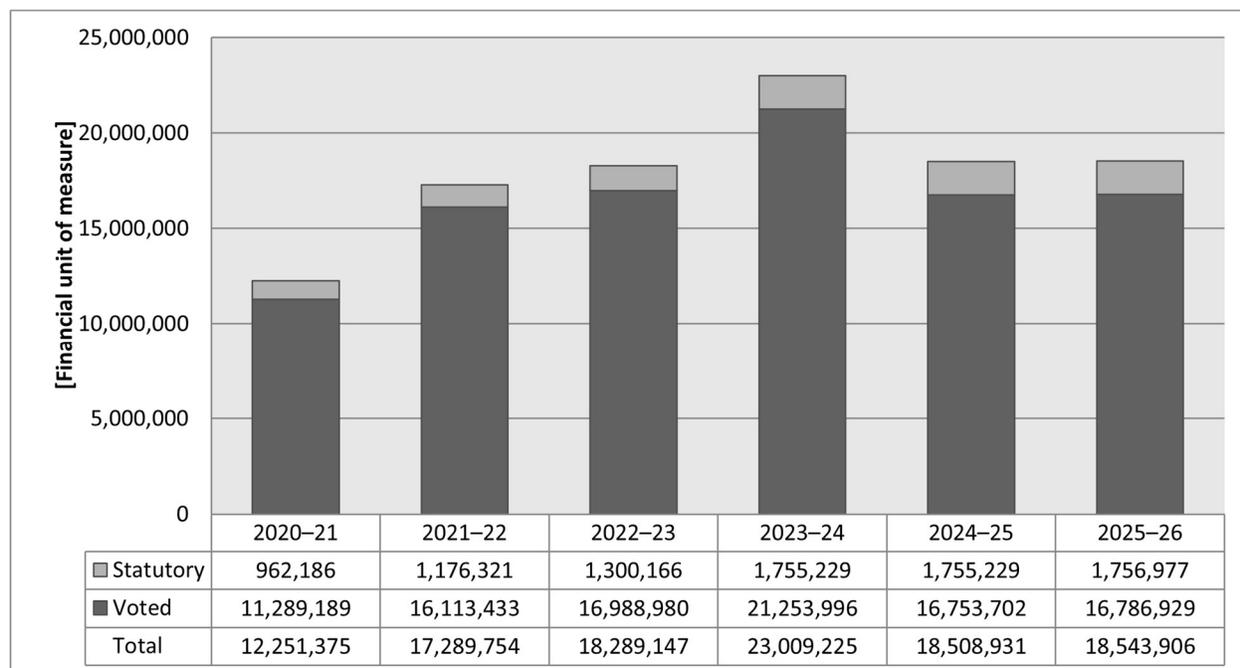
Équivalents temps plein prévus pour 2022-2023	Équivalents temps plein réels de 2022-2023	Écart (nombre d'équivalents temps plein réels moins nombre d'équivalents temps plein prévus) en 2022-2023
31	25	(6)

Dépenses et ressources humaines

Dépenses

Dépenses de 2020-2021 à 2025-2026

Le graphique ci-dessous présente les dépenses prévues (votées et législatives) au fil du temps.



Le graphique illustre les tendances en matière de dépenses du Secrétariat sur une période de six ans, soit de 2020-2021 à 2025-2026. Les données relatives aux exercices 2020-2021 à 2022-2023 correspondent aux dépenses réelles telles qu'elles ont été déclarées dans les Comptes publics du Canada. Les données relatives aux exercices 2023-2024 à 2025-2026 correspondent aux dépenses prévues.

L'augmentation des dépenses en 2023-2024 est attribuable au fait que l'aménagement et l'agrandissement des installations devraient se terminer au cours de cet exercice.

Le nivellement des autorisations en 2024-2025 et en 2025-2026 est attribuable à l'élimination progressive des fonds affectés à l'achèvement de l'aménagement et de l'agrandissement des installations.

Sommaire du rendement budgétaire pour les responsabilités essentielles et les services internes (en dollars)

Le tableau « Sommaire du rendement budgétaire pour les responsabilités essentielles et les services internes » présente les ressources financières budgétaires affectées aux responsabilités essentielles et aux services internes du Secrétariat de l'OSSNR.

Responsabilités essentielles et services internes	Budget principal des dépenses de 2022-2023	Dépenses prévues pour 2022-2023	Dépenses prévues pour 2023-2024	Dépenses prévues pour 2024-2023	Autorisations totales pouvant être utilisées en 2022-2023	Dépenses réelles (autorisations utilisées) en 2020-2021	Dépenses réelles (autorisations utilisées) en 2021-2022	Dépenses réelles (autorisations utilisées) en 2022-2023
Examens de la sécurité nationale et du renseignement, et enquêtes sur les plaintes	10 756 818	10 756 818	10 757 687	10 757 687	11 541 004	3 009 066	7 394 642	7 756 271
Sous-total	10 756 818	10 756 818	10 757 687	10 757 687	11 541 004	3 009 066	7 394 642	7 756 271
Services internes	17 493 858	17 493 858	7 701 336	7 701 042	17 822 513	6 643 579	9 895 112	10 532 876
Total	28 250 676	28 250 676	18 459 023	18 458 729	29 363 517	9 652 645	17 289 754	18 289 147

Ressources humaines

Le tableau « Sommaire des ressources humaines pour les responsabilités essentielles et les services internes » présente les équivalents temps plein affectés à chacune des responsabilités essentielles et aux services internes du Secrétariat.

Sommaire des ressources humaines pour les responsabilités essentielles et les services internes

Responsabilités essentielles et services internes	Équivalents temps plein réels en 2020-2021	Équivalents temps plein réels en 2021-2022	Équivalents temps plein prévus pour 2022-2023	Équivalents temps plein réels de 2022-2023	Équivalents temps plein prévus pour 2023-2024	Équivalents temps plein prévus pour 2024-2025
Examens de la sécurité nationale et du renseignement, et enquêtes sur les plaintes	38	52	69	53	69	69
Sous-total	38	52	69	53	69	69
Services internes	22	22	31	25	31	31
Total	60	74	100	78	100	100

Dépenses par crédit voté

Pour de plus amples renseignements au sujet des dépenses organisationnelles votées et législatives du Secrétariat, consultez les [Comptes publics du Canada](#)^{iv}.

Dépenses et activités du gouvernement du Canada

Des renseignements sur l'harmonisation des dépenses du Secrétariat avec les dépenses et les activités du gouvernement du Canada figurent dans l'[InfoBase du GC](#)^v.

États financiers et faits saillants des états financiers

États financiers

Les états financiers (non vérifiés) du Secrétariat de l'OSSNR pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023 se trouvent sur le site Web du Secrétariat.

Faits saillants des états financiers

État condensé des opérations (non vérifié) pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023 (en dollars)

Renseignements financiers	Résultats prévus pour 2022-2023	Résultats réels de 2022-2023	Résultats réels de 2021-2022	Écart (résultats réels de 2022-2023 moins résultats prévus pour 2022-2023)	Écart (résultats réels de 2022-2023 moins résultats réels de 2021-2022)
Total des dépenses	28 250 676 \$	19 585 699 \$	16 164 825 \$	(8 664 977 \$)	3 420 874 \$
Total des revenus	0	0	0	0	0
Coût de fonctionnement net avant le financement et les transferts gouvernementaux	28 250 676 \$	19 585 699 \$	16 164 825 \$	(8 664 977 \$)	3 420 874 \$

Les renseignements sur les résultats prévus pour 2022-2023 figurent dans l'État des résultats prospectif et les notes de 2022-2023 du Secrétariat. [État des résultats prospectif et notes de 2022-2023](#)

État condensé de la situation financière (non vérifié) au 31 mars 2023 (en dollars)

Renseignements financiers	2022-2023	2021-2022	Écart (2022-2023 moins 2021-2022)
Total des passifs nets	2 293 538 \$	2 050 302 \$	243 236 \$
Total des actifs financiers nets	1 518 277 \$	1 577 964 \$	(59 687 \$)
Dette nette ministérielle	775 261 \$	472 338 \$	302 923 \$

Renseignements financiers	2022-2023	2021-2022	Écart (2022-2023 moins 2021-2022)
Total des actifs non financiers	4 829 722 \$	2 240 138 \$	2 589 584 \$
Situation financière nette ministérielle	4 054 461 \$	1 767 800 \$	2 286 661 \$

Les renseignements sur les résultats prévus pour 2022-2023 figurent dans l'[État des résultats prospectif et les notes de 2022-2023](#) du Secrétariat.

Renseignements ministériels

Profil organisationnel

Ministre de tutelle : Le très honorable Justin Trudeau, premier ministre du Canada

Administrateur général : John Davies, directeur général

Portefeuille ministériel : Bureau du Conseil privé

Instrument habilitant : [Loi sur l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement](#)

Année d'incorporation ou de création : 2019

Raison d'être, mandat et rôle : qui nous sommes et ce que nous faisons

« Raison d'être, mandat et rôle : qui nous sommes et ce que nous faisons » est accessible sur le site Web de l'OSSNR.

Contexte opérationnel

Des renseignements sur le contexte opérationnel sont accessibles sur le site Web de l'OSSNR.

Cadre de présentation de rapports

Le Cadre ministériel des résultats et le Répertoire des programmes officiels de 2022-2023 du Secrétariat de l'OSSNR sont présentés ci-dessous.

Responsabilité essentielle: Surveillance des activités en matière de sécurité nationale et enquêtes sur les plaintes			
Cader ministériel des résultats	Les ministres et les Canadiens sont informés si les activités de sécurité nationale et de renseignement réalisées par les institutions du gouvernement du Canada sont légales, raisonnables et nécessaires	Indicateur: Tous les examens obligatoires sont réalisés chaque année	Services internes
		Indicateur: Les activités de sécurité nationale ou de renseignement d'au moins cinq ministères ou organismes sont examinées chaque année	
		Indicateur: Toutes les activités de sécurité nationale ou de renseignement jugées hautement prioritaires approuvées par les membres sont examinées tous les trois ans	
Les plaintes liées à la sécurité nationale font l'objet d'une enquête indépendante en temps opportun	Indicateur: Pourcentage des enquêtes réalisées dans le respect des normes de service de l'OSSNR		
Répertoire des programmes	Programme: Surveillance des activités de sécurité nationale et de renseignement et enquêtes sur les plaintes		

Renseignements à l'appui du Répertoire des programmes

Les renseignements sur les ressources financières, les ressources humaines et le rendement liés au Répertoire des programmes du Secrétariat sont accessibles dans l'[InfoBase du GC](#)^{vi}.

Tableaux de renseignements supplémentaires

Les tableaux de renseignements supplémentaires ci-dessous sont affichés sur le site Web de l'OSSNR.

- ▶ Analyse comparative entre les sexes Plus

Dépenses fiscales fédérales

Il est possible de recourir au régime fiscal pour atteindre des objectifs de la politique publique en appliquant des mesures spéciales, comme de faibles taux d'imposition, des exemptions, des déductions, des reports et des crédits. Le ministère des Finances Canada publie chaque année des estimations et des projections du coût de ces mesures dans le [Rapport sur les dépenses fiscales fédérales](#)^{vii}. Ce rapport donne aussi des renseignements généraux détaillés sur les dépenses fiscales, dont des descriptions, des objectifs, des données historiques et des renvois aux programmes des

dépenses fédérales connexes ainsi qu'aux évaluations et aux résultats de l'Analyse comparative entre les sexes Plus liés aux dépenses fiscales.

Coordonnées de l'organisation

Adresse postale : CP 2430, succursale B, Ottawa (Ontario) K1P 5W5

Courriel : info@nsira-ossnr.gc.ca

Site(s) Web : <https://nsira-ossnr.gc.ca/fr/>

Annexe : définitions

Analyse comparative entre les sexes Plus (ACS Plus) (*gender-based analysis plus [GBA Plus]*)

Outil analytique servant à soutenir l'élaboration de politiques, de programmes et d'autres initiatives adaptés et inclusifs, et à comprendre comment des facteurs tels que le sexe, la race, l'origine nationale et ethnique, l'origine ou l'identité autochtone, l'âge, l'orientation sexuelle, les conditions socio-économiques, la géographie, la culture et le handicap influent sur les expériences et les résultats, et peuvent avoir une incidence sur l'accès aux programmes gouvernementaux et leur expérience.

cadre ministériel des résultats (*departmental results framework*)

Cadre qui relie les responsabilités essentielles du ministère à ses résultats ministériels et à ses indicateurs de résultats ministériels.

cible (*target*)

Niveau mesurable du rendement ou du succès qu'une organisation, un programme ou une initiative prévoit atteindre dans un délai précis. Une cible peut être quantitative ou qualitative.

crédit (*appropriation*)

Autorisation donnée par le Parlement d'effectuer des paiements sur le Trésor.

dépenses budgétaires (*budgetary expenditures*)

Dépenses de fonctionnement et en capital; paiements de transfert à d'autres ordres de gouvernement, à des organisations ou à des particuliers; et paiements à des sociétés d'État.

dépenses non budgétaires (*non-budgetary expenditures*)

Recettes et décaissements nets au titre de prêts, de placements et d'avances, qui modifient la composition des actifs financiers du gouvernement du Canada.

dépenses législatives (*statutory expenditures*)

Dépenses approuvées par le Parlement à la suite de l'adoption d'une loi autre qu'une loi de crédits. La loi précise les fins auxquelles peuvent servir les dépenses et les conditions dans lesquelles elles peuvent être effectuées.

dépenses prévues (*planned spending*)

En ce qui a trait aux plans ministériels et aux rapports sur les résultats ministériels, les dépenses prévues s'entendent des montants indiqués dans le budget principal des dépenses.

Un ministère est censé être au courant des autorisations qu'il a demandées et obtenues. La détermination des dépenses prévues relève du ministère, et ce dernier doit être en mesure de

justifier les dépenses et les augmentations présentées dans son plan ministériel et son rapport sur les résultats ministériels.

dépenses votées (*voted expenditures*)

Dépenses approuvées annuellement par le Parlement par une loi de crédits. Le libellé de chaque crédit énonce les conditions selon lesquelles les dépenses peuvent être effectuées.

équivalent temps plein (*full-time equivalent*)

Mesure utilisée pour représenter une année-personne complète d'un employé dans le budget ministériel. Pour un poste donné, le nombre d'équivalents temps plein représente le rapport entre le nombre d'heures travaillées par une personne, divisé par le nombre d'heures normales prévues dans sa convention collective.

indicateur de rendement (*performance indicator*)

Moyen qualitatif ou quantitatif de mesurer un extrant ou un résultat en vue de déterminer le rendement d'une organisation, d'un programme, d'une politique ou d'une initiative par rapport aux résultats attendus.

indicateur de résultat ministériel (*departmental result indicator*)

Mesure quantitative du progrès réalisé par rapport à un résultat ministériel.

initiative horizontale (*horizontal initiative*)

Initiative dans le cadre de laquelle deux organisations fédérales ou plus reçoivent du financement dans le but d'atteindre un résultat commun, souvent associé à une priorité du gouvernement.

plan (*plan*)

Exposé des choix stratégiques qui montre comment une organisation entend réaliser ses priorités et obtenir les résultats connexes. De façon générale, un plan explique la logique qui sous-tend les stratégies retenues et tend à mettre l'accent sur des mesures qui se traduisent par des résultats attendus.

plan ministériel (*Departmental Plan*)

Exposé des plans et du rendement attendu d'un ministère qui reçoit des crédits-parlementaires. Les plans ministériels couvrent une période de trois ans et sont habituellement présentés au Parlement au printemps.

priorité (*departmental priority*)

Plan ou projet qu'un ministère a choisi de cibler et dont il rendra compte au cours de la période de planification. Il s'agit de ce qui importe le plus ou qui doit être fait en premier pour appuyer la réalisation des résultats ministériels souhaités.

priorités pangouvernementales (*government-wide priorities*)

Dans le Rapport sur les résultats ministériels 2022-2023, les priorités pangouvernementales sont les thèmes généraux décrivant le programme du gouvernement énoncé dans le [discours du Trône du 23 novembre 2021](#) : bâtir un présent et un avenir plus sains; assurer la croissance d'une économie plus résiliente; mener une action climatique audacieuse; travailler plus fort pour rendre les collectivités sécuritaires; défendre la diversité et l'inclusion; avancer plus rapidement sur la voie de la réconciliation; et lutter pour un monde plus sûr, plus juste et plus équitable.

production de rapports sur le rendement (*performance reporting*)

Processus de communication d'information sur le rendement fondée sur des éléments probants. La production de rapports sur le rendement appuie la prise de décisions, la responsabilisation et la transparence.

programme (*program*)

Services et activités, pris séparément ou en groupe, ou combinaison des deux qui sont gérés ensemble au sein du ministère et qui portent sur un ensemble déterminé d'extraits, de résultats ou de niveaux de services.

Rapport sur les résultats ministériels (*Departmental Results Report*)

Rapport d'un ministère qui présente les réalisations réelles par rapport aux plans, aux priorités et aux résultats attendus énoncés dans le plan ministériel correspondant.

rendement (*performance*)

Utilisation qu'une organisation a faite de ses ressources en vue d'obtenir ses résultats, mesure dans laquelle ces résultats se comparent à ceux que l'organisation souhaitait atteindre, et mesure dans laquelle les leçons apprises ont été cernées.

répertoire des programmes (*program inventory*)

Compilation de l'ensemble des programmes du ministère et description de la manière dont les ressources sont organisées pour contribuer aux responsabilités essentielles et aux résultats du ministère.

responsabilité essentielle (*core responsibility*)

Fonction ou rôle permanent exercé par un ministère. Les intentions du ministère concernant une responsabilité essentielle se traduisent par un ou plusieurs résultats ministériels auxquels le ministère cherche à contribuer ou sur lesquels il veut avoir une influence.

résultat (*result*)

Conséquence externe attribuable en partie aux activités d'une organisation, d'une politique, d'un programme ou d'une initiative. Les résultats ne relèvent pas d'une organisation, d'une politique,

d'un programme ou d'une initiative unique, mais ils s'inscrivent dans la sphère d'influence de l'organisation.

résultat ministériel (*departmental result*)

Conséquence ou résultat qu'un ministère cherche à atteindre. Un résultat ministériel échappe généralement au contrôle direct des ministères, mais il devrait être influencé par les résultats des programmes.

Notes de fin de document

- i. InfoBase du GC, <https://www.tbs-sct.canada.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html#start>.
- ii. InfoBase du GC, <https://www.tbs-sct.canada.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html#start>
- iii. InfoBase du GC, <https://www.tbs-sct.canada.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html#start>
- iv. Comptes publics du Canada, <https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/recgen/cpc-pac/index-fra.html>.
- v. InfoBase du GC, <https://www.tbs-sct.canada.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html#start>
- vi. InfoBase du GC, <https://www.tbs-sct.canada.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html#start>.
- vii. Rapport sur les dépenses fiscales fédérales, <https://www.canada.ca/fr/ministere-finances/services/publications/depenses-fiscales.html>.